

Quantifier pour transformer

Bilel BENBOUZID

Un ouvrage posthume d'Alain Desrosières, sociologue des statistiques, atteste que la statistique ne se réduit pas à une simple opération de mesure de la réalité : elle est un enjeu scientifique et démocratique fondamental.

Recensé : Alain Desrosières, *Prouver et gouverner*, Paris, La Découverte, 2014, 284 p., 16 €.

Parmi les nombreux objets de la sociologie, la statistique est sans doute l'un des plus difficiles à construire. Austère et technique, la statistique est longtemps restée la chasse gardée d'une communauté réduite de philosophes de la connaissance, d'historiens des sciences ou de statisticiens érudits. Alain Desrosières a œuvré tout au long de sa carrière à la tâche immense de faire de la statistique un terrain de recherche accessible à tous les sociologues et, dans le même temps, un problème discutabile par tous les publics. Il publie un ouvrage à titre posthume qui résume fort bien la grille de lecture qu'il propose d'adopter : analyser les *conventions* qui sous-tendent la quantification du social et, d'autre part, observer simultanément les usages de la statistique et les réseaux d'acteurs et d'institutions qui lui sont liés. Le postulat de base de la sociologie d'Alain Desrosières est fascinant : la statistique n'est pas une simple opération de mesure réaliste, un reflet de la réalité, mais une adaptation provisoire à des nouvelles « manières de penser la société et aux façons d'agir sur elle ».

Par la compilation d'une série d'articles, pour la grande part inédits et issus de communications scientifiques, l'ouvrage se construit autour de cette grille d'analyse à la croisée des sciences politiques et de la philosophie de la connaissance. Écrit dans un style simple, ce livre est organisé en trois grandes parties : la statistique contemporaine (« Du rôle de la statistique à l'ère néolibérale »), le gouvernement international de la statistique (« scènes statistiques internationales ») et les usages de la statistique dans les sciences sociales (« Du rôle de la quantification dans les sciences sociales »).

L'action dans et de la statistique

L'un des apports importants du travail d'Alain Desrosières est d'avoir réussi une historicisation conceptuelle de la statistique. De la fin du XVIIIe siècle au début du XXIe siècle, les manières de quantifier le monde social s'instituent au gré des transformations de l'État, des mouvements sociaux et des crises socio-économiques qui leurs sont associées. De ce point de vue historiciste, comment clarifier le rôle de la quantification dans notre contexte politique contemporain ? Desrosières répond à cette question dans la première partie de l'ouvrage en analysant l'instrumentation statistique propre à la gouvernamentalité néolibérale installée progressivement dans les années 2000 en France.

Apparue avec la crise de l'État Providence, la quantification néolibérale renvoie aux indicateurs du *new public management*. Ces derniers marquent une « sorte de discontinuité

dans l'ancien et traditionnel usage des statistiques par les gouvernements » et « introduisent un trouble dans le statut de la statistique publique » (p. 37) car ils induisent « un effet de rétroaction direct sur les situations et les comportements des acteurs » (p. 36). Durant la période keynésienne, la comptabilité nationale (l'instrument central de la statistique publique) reflète bien l'éthos des statisticiens publics fondé sur une « épistémologie réaliste » et une forte indépendance vis-à-vis de la sphère politique (en particuliers les différents ministres de tutelle). Les statistiques de l'État Providence et Keynésien ne sont pas neutres pour autant. Les indicateurs du chômage ou les modèles macro-économétriques des années 1960 sont indissociables des besoins du gouvernement, mais ils n'ont pas vocation à agir directement sur les acteurs, au niveau de leurs comportements individuels. Si rétroaction il y a, elle est globale, macro-sociale. À l'ère néolibérale, le gouvernement cherche moins à protéger les travailleurs ou à se donner les moyens d'un pilotage macroéconomique de la société qu'à mettre en place un *système d'incitation*. Ce système s'appuie sur la modélisation micro-économétrique ou des techniques de *benchmarking* (les indicateurs de performance comme les classements ou les palmarès). La spécificité de ces techniques est celle de quantifier en rétroagissant directement sur les acteurs quantifiés. Cette « sociologie de la rétroaction » de la statistique permet de mieux comprendre les débats récurrents sur les « effets pervers » de telle ou telle statistique que Desrosières décrypte avec minutie. On comprend que les statisticiens sont pris dans une tension permanente entre ce qui relève de leur ethos professionnel (combinant « la posture scientifique et le sens de l'État ») et des manières de quantifier provenant de disciplines différentes qui visent l'action directe sur les acteurs.

Desrosières poursuit cette sociologie de l'action statistique lorsqu'il analyse les techniques d'évaluation des politiques publiques au moyen d'expérimentations aléatoires (la technique des essais randomisés contrôlés, souvent rangée sous la bannière de *Evidence-based Policy*, telle qu'on la pratique en médecine mais appliquée aux problèmes sociaux,) dont il essaie de dégager les liens avec les techniques de *benchmarking* : « comment penser les rapports entre ces deux formes de quantification, dont l'une objective l'individu, tandis que l'autre prend appui sur l'intériorisation et la subjectivation des performances assignées [le *benchmarking*] ? » (p. 60). La question est pertinente car elle permet de situer les techniques d'expérimentation aléatoire dans l'histoire longue des usages de la statistique publique. Desrosières place l'expérimentation sociale aléatoire à la charnière de deux manières d'envisager la quantification : celle de la technique d'ingénieur qu'il retrace de Quételet aux méthodes actuelles de *data mining* qui font de l'individu un consommateur, un prédateur - un être mu par des déterminations qui le dépassent ; et celle du *benchmarking* dans laquelle l'individu est vu comme un producteur que l'on responsabilise par des techniques d'incitation à faire mieux que les autres à partir d'objectifs chiffrés. Les expérimentations aléatoires pourraient se situer entre ces deux philosophies sociales différentes « dans la mesure où elles évaluent globalement les effets d'incitations individuelles ? » (p. 66). La sociologie de Desrosières permet de *repolitiser* des techniques qui se placent comme « au-dessus de la politique » pour justifier leur application.

Si la quantification est une technologie de l'élite au pouvoir, un instrument du gouvernement des hommes et des territoires, un moyen de conduire la conduite des individus, elle a aussi été envisagée, dans les années 1950-1970 en particulier, comme une des composantes d'une société démocratique. La statistique ne doit pas être seulement analysée comme un outil du pouvoir, mais aussi comme une *technique clé de libération*. Autrement dit, elle apparaît historiquement comme un instrument de contre-pouvoirs mobilisé par les intellectuels militants, les syndicalistes et les mouvements sociaux de toutes sortes. Mobilisant le travail du sociologue américain Ted Porter (un autre pionnier de la sociologie de la

statistique), Desrosières nous rappelle une autre lecture historique possible de l'usage de la statistique comme instrument d'émancipation des opprimés et des ouvriers syndicalistes (les conditions de vie des classes populaires et le marché du travail furent des objets clés de quantification pour les réformateurs sociaux du début du XX^e siècle). Desrosières analyse dans les détails une série de controverses autour de l'indice des prix, du chômage et du PIB, non pas du point de vue de la manipulation des chiffres, mais de celui du *sens des possibles*. Dans tous les cas, on voit des organisations militantes critiquer les modes de calcul et proposer des statistiques nouvelles qui appellent à construire une réalité inédite. « Ce qui n'est pas compté, ne compte pas » nous disent simplement, mais si bien, les critiques du PIB qui appellent à des nouveaux indicateurs de richesse intégrant la santé sociale et environnementale d'un pays.

L'entrée par les controverses sur la quantification et « l'impact des crises économiques sur les statistiques publiques » permet de mieux comprendre comment la statistique n'est pas le simple miroir de la société, mais un instrument de transformation du monde « par son existence même ». Autrement dit, il faut critiquer la quantification du monde, puis le requantifier pour le changer. C'est pourquoi la statistique doit être autant vue comme un instrument de la démocratie que comme une institution dont il faut débattre.

La méthode statistique comme institution

C'est cette deuxième dimension, la statistique comme institution publique débattue, qui est analysée dans la deuxième partie de l'ouvrage, mais d'un point de vue particulier, celui de la scène statistique internationale. Desrosières nous montre la contribution d'un espace scientifique, l'Institut International de Statistique (IIS), créé par Quételet à la fin du XIX^e siècle, à la « statitisation de l'État ». L'IIS intéresse Desrosières car il est un bon révélateur « de la double nature de la statistique, qui est à la fois un outil de coordination (dimension administrative ou politique) et un outil de preuve (dimension scientifique ou argumentative). Il est intéressant de rappeler la primauté de l'aspect administratif des sujets traités à l'IIS jusque dans les années 1930. La statistique mathématique (le calcul des probabilités notamment) apparaît tardivement comme préoccupation centrale des statisticiens rassemblés à l'IIS. L'histoire de cet institut montre le partage des tâches entre lesquelles les statisticiens publics oscillent constamment, celle de l'insertion de la statistique dans des questions jugées sociales et celles du travail scientifique. Ce partage des tâches est la raison d'être d'une sociologie de la statistique qui montre « la congruence entre les outils cognitifs et les philosophie politiques ». Les genèses de la moyenne, de la corrélation ou encore de la méthode des sondages sont étroitement liées à des philosophies politiques particulières, respectivement l'hygiénisme, l'eugénisme et le Keynésianisme.

L'analyse des innovations conceptuelles en matière statistique dans les pays en développement est l'occasion d'observer des innovations originales là où dans les pays du Nord, « le partage et la spécialisation des tâches ont routinisé le travail du statisticien, en l'encapsulant dans des méthodologies standards qui sont rarement interrogées » (p. 111). Desrosières prend le cas africain pour montrer tout le décalage entre le débat sur les « nouveaux indicateurs », imaginés par les économistes œuvrant auprès des grandes organisations internationales, et les problèmes rencontrés « sur le terrain » par les statisticiens et les chercheurs qui subordonnent le choix des indicateurs à celui des questions pratiques des sources et des méthodes. Par exemple, comment imaginer un système de comptabilité nationale qui tienne compte du secteur informel, dimension essentielle de l'économie des pays africains, où les règles dominantes ne sont pas salariales ? C'est une des raisons pour laquelle, les réseaux d'experts de la quantification du social en Afrique sont souvent à la fois

producteurs et utilisateurs de données, ce qui a permis par exemple des rapprochements originaux des disciplines quantitatives comme la démographie et l'économie et d'autres traditions plus qualitatives comme l'anthropologie et la sociologie – des rapprochements que nous ne connaissons pas vraiment dans les pays du nord, hormis peut-être entre l'économie des conventions de Desrosières et l'administration de l'INSEE ! Moins figés et d'une complexité anthropologique différente de celle des sociétés du Nord, les pays du Sud apparaissent à Desrosières comme les terrains privilégiés de la sociologie de la statistique de demain.

Le débat autour de l'harmonisation européenne de la statistique apparaît aussi comme un objet d'une grande valeur heuristique pour le sociologue. Depuis les années 1990, les responsables politiques et administratifs de l'Europe cherchent un cadre statistique européen répondant à des standards de qualité du point de vue du statisticien comme de celui de l'utilisateur. Deux exigences sont ainsi posées, celles du « méthodologue statisticien » et de l'usager dont l'alliance difficile est essentielle à la crédibilité de la statistique publique. Les labels de qualité des statistiques, formalisés autour d'une charte codifiant les relations entre les organismes enquêteurs et enquêtés, sont l'instrument de la politique européenne de la statistique publique. Ainsi la marque « Statistique Publique », que l'on voit apparaître sur les rapports des instituts nationaux, ne signifie pas simplement la production d'une statistique « fiable » et de « bonne qualité », mais « la construction négociée d'un espace conventionnel de commensurabilité, accepté comme référence par les acteurs sociaux ». Le Centre National de l'Information Statistique (CNIS), dont il reste selon nous à faire l'anthropologie, apparaît comme l'organisateur de cette négociation. Ainsi, la démocratisation des statistiques sociales passe par une perspective conventionnaliste et, partant, la mise en place de parlements statistiques sur mesure à chaque problème social.

Les usages de la statistique dans les sciences sociales

La sociologie d'Alain Desrosières se fonde essentiellement sur l'analyse de cette division des tâches prenant des formes multiples : le travail du statisticien et celui du chercheur en sciences sociales ; la statistique administrative et la statistique mathématique ; le statisticien méthodologue et l'usager. Cette focale apparaît comme une réponse sociologique à l'épistémologie des pères fondateurs de la statistique (Quételet, Cournot, etc.) et à celle de tous les scientifiques utilisateurs de la quantification. Desrosières analyse comment ils ont toujours cherché à traiter les difficultés inhérentes à la mesure du social.

Il apporte des éléments de compréhension précieux à tous les chercheurs en sciences sociales confrontés à cette difficulté en observant le rôle de la quantification dans ce domaine de recherche. Il revient à plusieurs reprises sur ce qu'il avait déjà montré dans *La politique des grands nombres* : la spécificité de la rhétorique statistique, l'audacieuse construction intellectuelle des probabilités au XVIIIe siècle, l'opposition entre statistiques fréquentistes et bayésiennes (deux conceptions différentes des probabilités) ou encore les tensions entre la causalité et les corrélations. L'ouvrage apporte des éléments nouveaux quand Desrosières analyse des objets contemporains comme la maîtrise des risques, les politiques macroéconomiques ou l'évaluation des politiques publiques.

Desrosières propose aussi une sociologie de la sociologie elle-même en revenant sur l'histoire de l'analyse des données à la française (l'analyse factorielle des correspondances (AFC)) issue des travaux de Jean Paul Benzécri. Il raconte comment celle-ci s'est construite en opposition à la statistique inférentielle plus souvent utilisée dans la sociologie américaine. Cette dernière, inductive, suppose un modèle préalable alors que l'analyse de données, plus

descriptive, explore les données : « les uns [l'analyse de données] décrivent des groupes, les autres parlent le langage des variables ». Desrosières apporte des points de citation intéressant de Pierre Bourdieu qui voyait dans l'AFC un outil précieux qui pense en relation, comme il tentait de le faire avec le concept de champ. Le point de vue des statisticiens américains qui associent l'AFC à l'*exploratory data analysis* est lui aussi intéressant. Il permet à Desrosières d'ouvrir, bien que trop brièvement, une parenthèse sur le « data mining », très en vogue aux États-Unis, qui semble s'inscrire paradoxalement (c'est nous qui voyons un paradoxe) dans une tradition de l'analyse de données à la française et en rupture avec un modèle de recherche *theory driven*. Mais l'opposition doit être prise avec précaution tant les complémentarités sont grandes entre ces différentes manières d'envisager les statistiques. C'est toute une « sociologie des usages sociaux respectifs des diverses techniques statistiques, exploratoires et inductives, [qu'il] reste à faire, au-delà de leurs comparaisons proprement épistémologiques et méthodologiques, familières aux statisticiens ».

Desrosières entame ce type d'analyse en comparant les modes de quantification entre cinq disciplines : l'histoire, la sociologie, les sciences politiques, l'économie et la psychologie. Il les compare selon quatre thèmes : la quantification (les conventions retenues), l'inférence et l'interprétation, la critique de la quantification (forme de réflexivité) et le retournement du regard (ce que les disciplines disent de la quantification). Desrosières relève les points communs entre l'histoire, la sociologie et la science politique qui sont toutes les trois clivées entre les approches qualitatives et quantitatives. Ces trois disciplines retournent le regard sur la quantification d'une manière assez similaire. L'économie et la psychologie constituent des mondes nettement différents. Elles sont moins soucieuses de la construction des données, mais elles ont en revanche consacré « beaucoup d'énergie aux problèmes d'inférences », des techniques qui ont progressivement circulé dans les autres sciences sociales, en particulier anglo-américaines. Ce chapitre apparaît comme un très bon outil pour l'étude de certaines controverses en sciences sociales qui relèvent parfois de ruptures épistémiques entre des disciplines différentes.

Il applique à l'économie des conventions elle-même – dont il est l'un des fondateurs – l'épistémologie politique et historiciste qu'il a pratiquée tout au long de sa carrière. Il revient sur la genèse de ce groupe. Provenant en grande partie des écoles d'ingénieurs, en rupture avec la microéconomie néoclassique, ce groupe choisit dans les années 1970-80 de se concentrer sur les moments d'hésitations de codage statistique afin de montrer la pluralité des logiques d'action. En revenant sur l'histoire de l'économie des conventions, Desrosières fait le constat de la contradiction entre l'origine statisticienne de cette école et son assez faible usage de l'outil statistique. C'est que la statistique s'inscrit dans une pratique d'expertise alors que l'économie des conventions a une visée de réflexivité, deux postures incompatibles. Desrosières retrace l'histoire pour en dessiner l'avenir. Selon lui, le programme conventionnaliste doit être celui de l'ouverture systématique des boîtes pas encore noires, notamment celles des techniques de « *data mining* » qui semblent progressivement devenir la rhétorique dominante en matière statistique. Desrosières invite les futurs sociologues de la quantification à « explorer les formes de négociation, de mise en équivalence, de controverse et de routinisation qu'impliquent l'invention, l'usage et la disparition éventuelle de ces nouvelles façons de dire, de faire et de gouverner » (p. 233). On trouve de nombreuses pistes stimulantes du même ordre tout au long de l'ouvrage. Ce livre est donc une carte d'orientation précieuse à tous les chercheurs en sciences sociales qui croisent la statistique d'une manière ou d'une autre dans leur entreprise de recherche et à tous les quantificateurs qui souhaitent parler politique lorsqu'ils discutent statistique.

Publié dans lavedesidees.fr, le 3 octobre 2014

© lavedesidees.fr